

TABLE DES MATIÈRES.

1. Introduction

2. Carrières en justice

Administrateur ou administratrice fiduciaire

Administrateur ou administratrice judiciaire / Officier de justice

Agent ou agente de classement – services correctionnels

Agent ou agente de libération conditionnelle

Agent ou agente de probation

Agent ou agente des marques de commerce / brevets

Agent ou agente de police du port

Agent ou agente des services correctionnels / Gardien ou gardienne de prison

Agent ou agente du service extérieur diplomatique

Assesseur ou assessesse

Assistant ou assistante juridique / Technicien ou technicienne juridique

Auxiliaire juridique (Cour suprême du Canada)

Avocat ou avocate

Avocat ou avocate de la Couronne

Conseiller ou conseillère juridique

Commis judiciaire / Shérif / Huissier ou huissière de justice

Coroner

Enquêteur ou enquêteuse

Examineur ou examinatrice de permis de conduire

Examineur des titres de propriétés

Expert médico-légal ou experte médico-légale

Expert psycho-légal ou experte psycho-légale

Greffier ou greffière

Greffier-audiencier ou greffière-audiencièr

Huissier ou huissière

Inspecteur ou inspectrice d'institutions financières

Interprète

Interprète gestuel ou interprète gestuelle

Juge

Juge de paix

Légiste

Médecin légiste

Médiateur ou médiatrice

Notaire public ou notaire publique (à l'extérieur du Québec)

Officier de direction des services de police

Opérateur ou opératrice de polygraphe

Policier ou policière (sauf les cadres supérieurs)

Rapporteur judiciaire

Secrétaire juridique
Sténographe juridique
Syndic ou syndique
Technicien juridique indépendant ou technicienne juridique indépendante
Terminologue
Traducteur ou traductrice
Travailleur social ou travailleuse sociale

3. Formation par institution postsecondaire
4. Coordonnées des institutions post secondaires
5. Lexique
6. Bibliographie

Administrateur ou administratrice fiduciaire

L'administrateur ou l'administratrice fiduciaire s'occupe de la gestion comptable et fiscale de l'actif et des dettes de particuliers, de sociétés ou de successions. Cette personne prend toutes les démarches administratives nécessaires, tout en respectant les lois, afin de protéger les biens de ses clients.

Éducation

Un baccalauréat en administration des affaires avec spécialisation soit en comptabilité ou en finances, *ou* un baccalauréat en droit.

Secteurs d'emploi

Bureaux de l'aide juridique
Cabinets d'avocats
Cabinets de comptables
Compagnies d'assurances
Grandes entreprises
Gouvernements fédéral et provinciaux
Institutions financières
Maisons de courtage
Municipalités
Secteurs industriels divers
Sociétés de fiducie
Travail autonome

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en administration avec spécialisation en comptabilité est de 37 856 \$. Le salaire d'une personne possédant un baccalauréat en affaires avec spécialisation en finances est de 43 628 \$ et de 42 640 \$ pour un baccalauréat en droit.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/A/16Administrateurfiduciaire.html>

Administrateur ou administratrice judiciaire / Officier de justice

L'administrateur ou l'administratrice de justice ou s'occupe des tâches administratives et des formalités des tribunaux fédéraux, provinciaux et territoriaux. Cette personne fixe les dates des procès et planifie les conférences et les audiences préalables aux procès. Elle ouvre les séances des tribunaux, lit les accusations et consigne les plaidoyers des accusés, le procès ainsi que les jugements rendus. Elle recueille et note les recettes du shérif, les coûts de services de transcription et autres coûts administratifs.

Cette personne peut aussi être responsable des dossiers de la cour et agir à l'occasion en tant que juge de paix.

Éducation

Un baccalauréat en droit, en gestion des affaires ou en administration publique *ou* un diplôme d'études collégiales en administration publique *ou* des cours juridiques.
Un programme de formation dans le domaine judiciaire.

Autres exigences

Plusieurs années d'expérience en tant que commis des services judiciaires ou dans un autre poste dans les services judiciaires.

Secteurs d'emploi

Gouvernements fédéral et provinciaux

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/1227.shtml>

Agent ou agente de classement – services correctionnels

L'agent ou l'agente de classement évalue et élabore des programmes de réadaptation pour les personnes détenues dans les établissements correctionnels. Cette personne rencontre les personnes détenues afin de déterminer le genre d'incarcération et d'intervention le plus favorable. Elle offre des conseils aux personnes détenues par rapport à leurs problèmes et évalue leur progrès. Elle est aussi responsable de rédiger des rapports.

Carrières connexes

Agent ou agente de gestion des cas – services correctionnels
Travail auprès des jeunes – services correctionnels

Éducation

Un baccalauréat en travail social, en criminologie, en psychologie, en sociologie ou dans une autre discipline des sciences sociales est exigé.
Une maîtrise en travail social, en criminologie, en psychologie, en sociologie ou dans une autre discipline des sciences sociales peut être exigée.

Secteurs d'emploi

Établissements correctionnels
Gouvernements fédéral et provinciaux

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/4155.shtml>

Agent ou agente de libération conditionnelle

L'agent ou l'agente de libération conditionnelle travaille auprès des personnes incarcérées bénéficiant d'une libération conditionnelle, en les conseillant et en les guidant dans le but de favoriser leur réinsertion, de s'assurer du respect des conditions de libération en plus de veiller à la sécurité de la société.

Éducation

Un baccalauréat en service social, en criminologie, en psychologie, en sociologie ou dans une autre discipline des sciences sociales est exigé.

Une maîtrise en travail social (service social), en criminologie, en psychologie, en sociologie ou dans une autre discipline des sciences sociales peut être exigée.

Secteurs d'emploi

Carrefour jeunesse-emploi
Centres de correction
Centres de détention
Centres d'hébergement et de soins de longue durée
Centres de réadaptation
Centres jeunesse
Centres hospitaliers
Centres hospitaliers universitaires
Centres régionaux de la santé et des services sociaux
Commissions scolaires
Organismes communautaires

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en criminologie est de 33 592 \$. Le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en psychologie est de 32 552 \$ et de 35 568 \$ pour une personne possédant un baccalauréat en service social.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/4155.shtml>

« Le monde du travail de A à Z »
<http://dico.monemploi.com/A/44Agentdeliberationconditionnel.html>
<http://dico.monemploi.com/A/52Agentdeprobaton.html>

Agent ou agente de probation

L'agent ou l'agente de probation supervise la conduite et le comportement des jeunes, des adultes et des délinquants qui jouissent d'une liberté surveillée afin de contribuer à leur réinsertion sociale tout en assurant la protection de la société. Cette personne élabore des programmes de réadaptation et réfère des services communautaires et sociaux. Elle supervise les conditions de probation en rencontrant les contrevenants sur une base régulière pour évaluer leur progrès. En cas d'infraction, elle recommande des mesures correctives ou entame une action en justice.

Éducation

Un baccalauréat en service social, en criminologie, en psychologie, en sociologie ou dans une autre discipline des sciences sociales est exigé.
Une maîtrise en travail social (service social), en criminologie, en psychologie, en sociologie ou dans une autre discipline des sciences sociales peut être exigée.

Secteurs d'emploi

Carrefour jeunesse-emploi
Centres de correction
Centres de détention
Centres d'hébergement et de soins de longue durée
Centres de réadaptation
Centres jeunesse
Centres hospitaliers
Centres hospitaliers universitaires
Centres régionaux de la santé et des services sociaux
Commissions scolaires
Organismes communautaires

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en criminologie est de 33 592 \$. Le salaire annuel moyen d'une personne possédant un baccalauréat en psychologie est de 32 552 \$ et de 35 568 \$ pour une personne possédant un baccalauréat en service social.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »

<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/4155.shtml>

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/A/44Agentdeliberationconditionnel.html>

<http://dico.monemploi.com/A/52Agentdeprobation.html>

Agent ou agente des marques de commerce / brevets

L'agent ou l'agente des marques de commerce conseille les clients en matière de propriété intellectuelle. Cette personne doit effectuer des recherches ainsi préparer et soumettre les demandes de brevet et de marques de commerce. Elle analyse les documents présentés en vue de protéger les droits de propriété intellectuelle ou d'exploitation commerciale du nouveau produit, du procédé technologique ou de la découverte scientifique. De plus, elle examine le dossier et les brevets afin d'assurer l'authenticité et la nouveauté des inventions et éviter les fraudes. Cette personne représente aussi les clients auprès du registraire des marques de commerce.

Carrières connexes

Agent ou agente de brevets

Éducation

Compléter deux années de formation à l'interne.

Autres exigences

Réussir un examen administré conjointement par *l'Institut de la propriété intellectuelle du Canada* (IPIC) et le registraire des marques de commerce, *Office de la propriété intellectuelle du Canada*.

Être autorisé à pratiquer le droit au Canada.

Être inscrit au *Bureau des marques de commerce*.

Secteurs d'emploi

Administration publique

Cabinets d'avocats

Entreprises

Sociétés de recherche et de mise au point de marques de commerce

Travail autonome

Salaire / Rémunération

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne pratiquant cette profession était de 39 208 \$.

Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Emploi-Avenir.ca »

<http://www.jobfutures.ca/cnp/4211p1.shtm>

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/A/61Agentdesbrevets.html>

Agent ou agente de police du port

L'agent ou l'agente de police de port assure la surveillance et le respect des lois dans un port en patrouillant le secteur qui lui est attribué. Cette personne porte également secours aux personnes en danger, elle participe aux recherches et aux arrestations de criminels et elle effectue des enquêtes en cas de délits.

Éducation

Un diplôme d'études collégiales en techniques policières.

Autres exigences

Être citoyenne canadienne ou citoyen canadien.

Être de bonnes mœurs selon les conclusions d'une enquête.

N'avoir jamais été déclaré coupable d'une infraction au Code criminel.

Avoir un permis de conduire classe 4A.

Être âgé(e) d'au moins 18 ans.

Subir avec succès les épreuves d'aptitudes et les examens de qualification.

Satisfaire les critères d'agilité, de force, de condition physique et de bonne vision. Des épreuves psychologiques et autres peuvent aussi être exigées.

Posséder une connaissance d'usage de la langue anglaise.

Secteurs d'emploi

Agences de sécurité

Gendarmerie royale du Canada

Services de police municipaux

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un diplôme d'études collégiales en techniques policières est de 29 432 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/A/50Agentdepoliceduport.html>

Agent ou agente des services correctionnels / Gardien ou gardienne de prison

L'agent ou l'agente des services correctionnels surveille la conduite et le comportement des contrevenants et maintient l'ordre et la sécurité dans les établissements pénitentiaires, correctionnels et dans les autres lieux de détention. Cette personne assume des fonctions de sécurité dans le but de protéger la société ainsi que les personnes incarcérées. Elle effectue des fouilles auprès des prisonniers, inspecte les cellules, les véhicules et les immeubles et signale les problèmes rencontrés lors des rondes à son supérieur. Elle escorte les prisonniers pendant les déplacements ou durant une absence temporaire. De plus, elle rédige les rapports d'admission, de programmes, de libération et de transfert.

Pour accéder à un poste de superviseur, vous devez avoir travaillé comme agent ou agente de services correctionnels.

Carrières connexes

Gardien ou gardienne de prison
Gardien ou gardienne d'établissement correctionnel
Superviseur ou superviseure d'agents ou d'agentes de correction
Surveillant ou surveillante de détenus

Éducation

Un diplôme d'études collégiales en techniques d'intervention en délinquance ou un diplôme en techniques des services correctionnels.

Un cours de formation du *Service correctionnel du Canada* (pour être employé dans les établissements fédéraux).

Un cours de formation de base (pour être employé dans les établissements provinciaux et territoriaux).

Secteurs d'emploi

Agences de sécurité
Douanes canadiennes
Établissements de détention provinciaux et fédéraux
Centre d'aide pour victimes de crimes
Centres de réhabilitation
Corps policiers
Haltes-accueil pour jeunes
Maisons de transition pour adultes
Organismes de prévention de la criminalité
Organismes de prévention de la toxicomanie
Organismes pour femmes victimes de violence
Pénitenciers fédéraux et provinciaux
Résidences (ouvertes et fermées) pour jeunes contrevenants ou pour jeunes en difficultés
Gouvernements fédéral et provinciaux

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un diplôme d'études collégiales en techniques d'intervention en délinquance est de 27 404 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Le salaire annuel moyen de l'agent de services correctionnels est d'environ 40 538 \$.

Source : Info-carrières

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Carrières en santé et en services sociaux »

http://www.rifssso.ca/carriere/tech_correctionnels.php

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »

<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/6462.shtml>

« Éducaloi »

http://www.educaloi.qc.ca/cotecour/cour_superieure/matiere_criminelle/illustration/agent_correctionnel/

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/A/64Agentdesservicescorrectionnel.html>

Agent ou agente du service extérieur diplomatique

L'agent ou l'agente du service extérieur diplomatique représente une province ou un pays et ses citoyens à l'étranger. Cette personne travaille à défendre les intérêts des citoyens et à faire reconnaître leur valeur en matière politique, commerciale, économique, juridique, culturelle ou autre. Elle participe à l'élaboration de politiques extérieures et aux discussions internationales et se préoccupe du bon traitement des compatriotes dans le pays d'accueil. Cette personne doit entretenir de bonnes relations avec les gouvernements des autres pays et faire valoir la position du gouvernement qu'elle représente.

Éducation

Un baccalauréat en droit, économie et informatique, économie et politique, économique, mathématiques-économie, science politique, ou science politique et philosophie.

Secteurs d'emploi

Bureaux de l'aide juridique
Cabinets d'avocats
Gouvernements fédéral et provinciaux
Municipalités
Organismes communautaires
Organismes internationaux
Partis politiques

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en droit est de 42 640 \$. Pour une personne possédant un baccalauréat en économie, le salaire annuel est de 39 624 \$ et de 36 868 \$ pour un baccalauréat en science politique.

Source : Le monde du travail de A à Z

Aucun salaire annuel moyen n'est indiqué pour une personne possédant un baccalauréat bi disciplinaire en économie et informatique, en économie et politique, en mathématiques-économie ou en science politique et philosophie.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/A/65Agentduserviceexterieurdiplom.html>

Assesseur ou assessesseur

L'assesseur ou l'assesseur aide le juge à rendre une décision qui tient compte de plusieurs points de vue. Pour ce faire, cette personne consulte les autorités invoquées par les deux parties. Pendant le procès, elle agit comme juge et effectue l'audition de témoignages, des prises de notes et la lecture des documents produits en preuve. Elle est aussi autorisée à poser des questions aux témoins. Enfin, elle contribue à l'affaire en apportant un point de vue différent, ainsi que son expérience personnelle et professionnelle.

Veillez noter que la position d'assesseur ou d'assesseur n'occupe que quelques jours par mois, ce qui explique que plusieurs personnes qui occupent ce poste sont retraitées ou occupent divers emplois.

Éducation

Aucune information disponible

Secteurs d'emploi

Aucune information disponible

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Éducaloi »

http://www.educaloi.qc.ca/cotecour/tribunal_droits_personne/illustration/assesseurs/

Assistant ou assistante juridique / Technicien ou technicienne juridique

L'assistant ou l'assistante juridique effectue différentes recherches sur les lois, les règlements et la jurisprudence entourant les cas soumis. Cette personne rencontre les clients, les témoins et les autres parties intéressées. Elle réunit les preuves documentaires et rédige les mémoires de procès, les testaments, les rapports de la cour, les déclarations sous serment, les transactions immobilières et autres documents juridiques. Elle exécute les fonctions générales de bureau et de clerc, comme la préparation de la correspondance juridique.

Carrières connexes

- Agent ou agente de police
- Commis aux contrats
- Commis aux titres de propriété
- Commis judiciaire
- Examineur ou examinatrice des titres

Éducation

Un baccalauréat en droit ou un diplôme d'études collégiales en assistance juridique, techniques juridiques ou commis juridique *ou* une formation acquise dans un cabinet ou une autre entreprise de services juridiques.

Secteurs d'emploi

- Bureaux d'avocats
- Bureaux d'huissiers
- Bureaux de l'aide juridique
- Bureaux de syndicats
- Cabinets d'avocats
- Cour municipale
- Entreprises spécialisées dans la recherche de titres
- Gouvernements
- Greffes de tribunaux
- Organismes paragouvernementaux
- Palais de justice
- Services juridiques d'organismes privés et publics

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en techniques juridiques est de 25 844 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

En mars 2003, le salaire annuel moyen, basé sur une semaine de travail de 40 heures, pour une personne occupant cet emploi était de 39 208 \$.

Source : Emploi-Avenir.ca

Le salaire annuel moyen d'un assistant ou d'une assistante juridique est de 36 237\$.

Source : Info-carrières

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Emploi-Avenir.ca »

<http://www.jobfutures.ca/cnp/421p1.shtml>

« Info-carrières »

http://www.careerccc.org/careerdirections/fra/f_ho_set.htm

«Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/T/2071Technicienjuridique.html>

Auxiliaire juridique (Cour suprême du Canada)

L'auxiliaire juridique travaille auprès du Juge en chef et des juges puînés de la Cour suprême du Canada. Cette personne effectue des recherches sur des points de droits, rédige des mémoires sur des questions juridiques et aide le juge dans les travaux de la Cour.

Éducation

Un baccalauréat en droit, *Juris Doctor* ou tout autre diplôme en droit d'une université canadienne reconnue ou son équivalent.

Autres exigences

La connaissance des deux langues officielles n'est pas exigée pour tous les postes mais elle est considérée comme un atout.

Un stage obligatoire pourrait être exigé.

Secteurs d'emploi

Cour suprême du Canada à Ottawa

Salaire / Rémunération

Le salaire annuel d'un ou d'une auxiliaire juridique à la Cour suprême du Canada en juillet 2006 est de 51 734 \$.

Source : Cour suprême du Canada

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

«Programme des auxiliaires juridiques »

http://www.scc-csc.gc.ca/aboutcourt/lawclerks/LawClerk_f.asp

Avocat ou avocate

L'avocat ou l'avocate est un conseiller ou une conseillère qui informe et qui renseigne ses clients sur des questions juridiques, sur les lois relatives à leur cause et sur la procédure entreprise. Cette personne a le privilège de représenter son client devant les différents tribunaux. Elle effectue aussi des recherches légales, doctrinales et jurisprudentielles et elle rédige des documents juridiques. Seul un petit nombre d'avocats ou d'avocates plaide devant les tribunaux. Par conséquent, leur rôle équivaut souvent à celui de négociateur ou de médiateur.

Carrières connexes

Avocat associé ou avocate associée
Avocat général ou avocate générale
Avocat ou avocate de la Couronne
Avocat ou avocate de société
Procureur ou procureure
Procureur ou procureure de la Couronne

Éducation

Un diplôme d'études collégiales ou universitaires préjuridiques et un baccalauréat en droit.

** Les avocats peuvent se spécialiser, entre autres, dans les domaines suivants : droit criminel, droit des sociétés, droit contractuel, droit fiscal, droit administratif, droit international, droit commercial, droit immobilier, droit de la famille et des successions, droit des biens intellectuels, droit du travail et droit constitutionnel.*

Autres exigences

Un stage pratique et des cours de formation.
La réussite des examens du Barreau dans la province d'emploi.
Un permis d'exercer, accordé par le Barreau de la province ou du territoire.

Secteurs d'emploi

Bureaux de l'aide juridique
Bureaux des procureurs
Cabinets d'avocats
Commission des services juridiques
Compagnies
Diverses entreprises
Gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux
Grandes entreprises
Institutions financières
Municipalités
Organismes sans but lucratif
Organismes internationaux
Sociétés de fiducie
Travail autonome

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en droit est de 42 640 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi était de 61 880 \$.

Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »

<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/4112.shtml>

« Emploi-Avenir.ca »

<http://www.jobfutures.ca/cnp/411p1.shtml>

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/A/204Avocat.html>

Avocat ou avocate de la Couronne

L'avocat ou l'avocate de la Couronne représente l'État lors de poursuites judiciaires contre des individus, des entreprises ou des institutions. Cette personne procède aux recherches et aux interrogatoires nécessaires pour monter le dossier et plaide sa cause en opposition à la partie défenderesse.

Carrières connexes

Avocat ou avocate
Avocat associé ou avocate associée
Avocat général ou avocate générale
Avocat ou avocate de société
Procureur ou procureure
Procureur ou procureure de la Couronne

Éducation

Un diplôme d'études collégiales ou universitaires préjuridiques et un baccalauréat en droit.

** Les avocats peuvent se spécialiser, entre autres, dans les domaines suivants : droit criminel, droit des sociétés, droit contractuel, droit fiscal, droit administratif, droit international, droit commercial, droit immobilier, droit de la famille et des successions, droit des biens intellectuels, droit du travail et droit constitutionnel.*

Autres exigences

Un stage pratique et des cours de formation.
La réussite des examens du Barreau dans la province d'emploi.
Un permis d'exercer, accordé par le Barreau de la province ou du territoire.

Secteurs d'emploi

Bureau du procureur
Cabinets d'avocats
Gouvernements fédéral et provinciaux

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en droit est de 42 640 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/A/205AvocatdeLaCouronne.html>

Commis judiciaire / Shérif / Huissier ou huissière de justice

Le ou la commis judiciaire exécute les ordonnances, les décrets et les brefs de la cour. Cette personne délivre les mandats d'emprisonnement, d'arrestation ou d'appréhension. De plus, elle signifie les ordonnances et documents de la cour, saisit ou reprend possession de propriétés, expulse les locataires et effectue des tâches connexes. Elle offre aussi des services de protection pour les juges, les témoins, les détenus ainsi qu'au jury, lorsqu'il est séquestré.

Carrières connexes

Huissier de shérif
Officier du shérif
Shérif
Shérif adjoint

Éducation

Un diplôme d'études secondaires est habituellement exigé.
Un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques peut être exigé.

Autres exigences

Un stage de formation obligatoire d'au moins six mois auprès d'un huissier ou d'une huissière.
Un examen obligatoire du ministère de la Justice.
Aucun casier ou dossier criminel.
Fournir un cautionnement de 10 000 \$ pour la demande de permis.
De l'expérience dans un domaine lié au maintien de l'ordre ainsi qu'une connaissance des lois et des règlements applicables.

Secteurs d'emploi

Bureaux d'avocats
Bureaux d'huissiers
Bureaux de l'aide juridique
Bureaux de syndicats
Greffes de tribunaux
Palais de justice
Cour municipale
Gouvernements
Organismes paragouvernementaux
Tribunaux provinciaux et territoriaux

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques est de 25 844 \$.
Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/6461.shtml>

« Le monde du travail de A à Z » :
<http://dico.monemploi.com/H/2419Huissierdejustice.html>

Conseiller ou conseillère juridique

Le conseiller ou la conseillère juridique agit comme expert-conseil ou experte-conseil auprès d'entreprises privées ou d'institutions. Cette personne donne des conseils aux dirigeants pour protéger leurs droits éventuels de propriété intellectuelle. Elle analyse les risques des activités ou des affaires en fonction des lois en vigueur. Elle définit, rédige et négocie des contrats touchant la protection de l'entreprise ou de l'institution.

Éducation

Un baccalauréat en droit.

Secteurs d'emploi

Bureaux de l'aide juridique
Cabinets d'avocats
Gouvernements fédéral et provinciaux
Grandes entreprises
Institutions financières
Municipalités
Sociétés de fiducie
Travail autonome

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en droit est de 42 640 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/C/511Conseillerjuridique.html>

Coroner

Le ou la coroner est chargé ou chargée d'enquêter sur les causes et les circonstances de décès de nature non naturelle, violente ou obscure. Cette personne doit tirer des conclusions justes et convaincantes sur les causes de décès par le biais d'audition de témoins et d'autopsies. Au besoin, elle peut recevoir l'avis d'experts. Par la suite, elle peut présenter des recommandations pour éviter la répétition d'accidents ou, le cas échéant, formuler des accusations d'homicide, mais elle doit éviter toute accusation non fondée. Elle peut entamer des poursuites et émettre des mandats d'arrêt. Si nécessaire, elle doit témoigner des résultats de son enquête devant les tribunaux.

Éducation

Un baccalauréat en droit (études de deuxième cycle sont nécessaires) *ou* un doctorat en médecine.

Secteurs d'emploi

Centres hospitaliers
Cliniques médicales
Gouvernements fédéral et provinciaux

Salaire / Rémunération

En janvier 2001, le salaire annuel moyen d'une personne détenant un doctorat en médecine est de 37 024 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne détenant un baccalauréat en droit est de 42 640 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/C/577Coroner.html>

Enquêteur ou enquêteuse

L'enquêteur ou l'enquêteuse effectue des recherches sur des crimes comme les vols, les homicides, les incendies ou la vente illicite de stupéfiants ou d'alcool, en vue de découvrir les preuves nécessaires à l'arrestation des coupables. Pour ce faire, cette personne doit étudier les circonstances du crime. Elle doit interroger les victimes, les témoins et les suspects et mettre en place des réseaux d'informateurs. Elle doit remettre au procureur de la Couronne les résumés des faits, une liste des témoins, leurs déclarations ainsi que tout autre document pertinent. Par la suite, elle effectue des recommandations au procureur de la Couronne et procède à l'arrestation des contrevenants. Au besoin, elle doit présenter les indices et preuves devant le tribunal.

Éducation

Un baccalauréat en sécurité et études policières ou un diplôme d'études collégiales en techniques policières.

Autres exigences

Être citoyenne canadienne ou citoyen canadien.

Être de bonnes mœurs selon les conclusions d'une enquête.

N'avoir jamais été déclaré coupable d'une infraction au Code criminel.

Avoir un permis de conduire classe 4A.

Être âgé(e) d'au moins 18 ans.

Subir avec succès les épreuves d'aptitudes et les examens de qualification.

Satisfaire les critères d'agilité, de force, de condition physique et de bonne vision. Des épreuves psychologiques et autres peuvent aussi être exigées.

Posséder une connaissance d'usage de la langue anglaise.

Secteurs d'emploi

Agences de sécurité

Corps policiers municipaux

Entreprises de sécurité

Gendarmerie royale du Canada (GRC)

Services de police municipaux

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen d'une personne possédant un diplôme d'études collégiales en techniques policières est de 29 432 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Aucun salaire annuel moyen n'est indiqué pour une personne possédant un baccalauréat en sécurité et études policières.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Éducaloi »

http://www.educaloi.qc.ca/cotecour/cour_superieure/matiere_criminelle/illustration/enqueteur/

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/E/818Enqueteur.html>

Examineur ou examinatrice des titres de propriétés

L'examineur ou l'examinatrice des titres de propriétés effectue des recherches en matière immobilière dans les archives publiques afin de vérifier la validité de contrats immobiliers quant au contenu et à la forme. Cette personne détermine par la suite la procédure à prendre pour les rectifier, le cas échéant.

Éducation

Un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques.

Secteurs d'emploi

Bureaux d'avocats
Bureaux d'huissiers
Bureaux de l'aide juridique
Bureaux de syndicats
Cour municipale
Gouvernements
Greffes de tribunaux
Organismes paragouvernementaux
Palais de justice

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen d'une personne possédant un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques est de 25 844 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/E/866Examineurdestitresdepropri.html>

Expert médico-légal ou experte médico-légale

L'expert médico-légal ou l'experte ou médico-légale effectue l'évaluation de l'état de santé physique ou mentale de personnes données. Cette personne livre son opinion afin d'éclairer la partie requérante (un tribunal, une compagnie d'assurance ou l'État) sur les effets physiques ou psychologiques subis par une victime d'acte criminel, d'accident ou de négligence professionnelle. Au besoin, cette personne doit témoigner en Cour ou devant une commission d'enquête.

Éducation

Un doctorat en médecine.

Secteurs d'emploi

Centres hospitaliers
Cliniques médicales
Forces armées canadiennes

Salaire / Rémunération

En janvier 2001, le salaire annuel moyen pour une personne détenant un doctorat en médecine est de 37 024 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/E/870Expertmedico-legal.html>

Expert psycho-légal ou experte psycho-légale

À la demande d'un tribunal, l'expert psycho-légal ou l'experte psycho-légale effectue l'évaluation psychologique de certaines personnes dans une cause relative à la protection de la jeunesse, à la délinquance, à la criminalité, à la violence conjugale, etc. Cette personne exprime son avis afin d'éclairer le tribunal sur les motivations et les facteurs à l'origine du comportement de la personne, sur la crédibilité des allégations d'enfants victimes de services physiques ou sexuels ou encore sur l'authenticité d'un témoignage douteux ou toute autre question du même ordre. Elle doit également fournir au tribunal un rapport d'évaluation dans lequel elle expose son opinion. Au besoin, cette personne doit témoigner en cour ou devant une commission d'enquête.

Éducation

Un baccalauréat en psychoéducation et psychologie, psychologie ou psychologie et sociologie.

Secteurs d'emploi

Bureaux de probation
Centres de réadaptation
Centres de rééducation
Centres hospitaliers
Services correctionnels

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en psychologie est de 32 522 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Aucun salaire annuel moyen n'est indiqué pour une personne possédant un baccalauréat bidisciplinaire en psychoéducation et psychologie *ou* un baccalauréat bidisciplinaire en psychologie et sociologie.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/E/871Expertpsycho-legal.html>

Greffier ou greffière

Le greffier ou la greffière s'occupe des tâches administratives et des formalités des tribunaux fédéraux, provinciaux, et territoriaux. Cette personne prépare les salles d'audiences, planifie les agendas de la cour et administre le greffe dont elle est responsable. Elle connaît à fond la procédure entourant la préparation, le déroulement et le suivi des audiences et exerce ses pouvoirs judiciaires de façon impartiale et dans le respect des lois en vigueur.

Carrières connexes

- Administrateur ou administratrice du tribunal
- Agent ou agente du registre
- Greffier adjoint ou greffière adjointe
- Greffier ou greffière judiciaire
- Greffier ou greffière d'un tribunal Juge de paix
- Officier de justice

Éducation

Un baccalauréat en droit *ou* un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques.

Secteurs d'emploi

- Bureaux d'avocats
- Bureaux d'huissiers
- Bureaux de l'aide juridique
- Bureaux de syndicats
- Cour municipale
- Gouvernements
- Greffes de tribunaux
- Organismes paragouvernementaux
- Palais de justice

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques est de 25 844 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Le salaire annuel moyen d'un greffier est de 43 223 \$.

Source : Info-carrières

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Info-carrières »

http://www.careerccc.org/careerdirections/fra/f_ho_set.htm

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/G/964Greffier.html>

<http://dico.monemploi.com/G/965Greffier-audiencier.html>

Greffier-audencier ou greffière-audencière

Le greffier audencier ou la greffière-audencière accompagne le juge afin d'assurer sa sécurité. Cette personne rédige la correspondance du juge, dactylographie ses jugements, reçoit ses appels téléphoniques et gère son agenda. En cour, elle prend les notes au nom du juge, applique le protocole de la cour, et assermente les témoins. Elle s'assure également du respect de l'ordre dans la salle d'audience et s'occupe de la procédure entourant la conduite des témoins, des avocats et des jurés.

Éducation

Un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques.

Secteurs d'emploi

Bureaux d'avocats
Bureaux d'huissiers
Bureaux de l'aide juridique
Bureaux de syndicats
Cour municipale
Gouvernements
Greffes de tribunaux
Organismes paragonvernementaux
Palais de justice

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques est de 25 844 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Le salaire annuel moyen d'un greffier est de 43 223 \$.

Source : Info-carrières

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Éducaloi »

http://www.educaloi.qc.ca/cotecour/cour_superieure/matiere_civile/illustration/greffier_audencier/

« Info-carrières »

http://www.careerccc.org/careerdirections/fra/f_ho_set.htm

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/G/965Greffier-audencier.html>

Huissier ou huissière (Shérif)

L'huissier ou l'huissière est responsable de remettre les actes de procédure provenant des tribunaux aux personnes concernées, de voir à l'exécution de jugements rendus par la cour et de procéder à des constatations matérielles visant à recueillir des éléments de preuve dans certaines causes. Cette personne est également responsable de la coordination entre les avocats, les parties et le juge. Elle agit comme messenger et informe le juge du déroulement des négociations. Elle est responsable de la préparation de la salle d'audience et du transport des dossiers de la cour jusqu'à la salle d'audience. Au besoin, elle effectue les tâches administratives.

Éducation

Un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques.

Autres exigences

Un stage de formation obligatoire d'au moins six mois auprès d'un huissier ou d'une huissière.

Un examen obligatoire du ministère de la Justice.

Aucun casier ou dossier criminel.

Fournir un cautionnement de 10 000 \$ pour la demande de permis.

Secteurs d'emploi

Bureaux d'avocats
Bureaux d'huissiers
Bureaux de l'aide juridique
Bureaux de syndicats
Cour municipale
Gouvernements
Greffes de tribunaux
Organismes paragouvernementaux
Palais de justice

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques est de 25 844 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Éducaloi »

http://www.educaloi.qc.ca/cotecour/cour_superieure/matiere_civile/illustration/huissier_audancier/

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/H/987Huissier.html>

<http://dico.monemploi.com/H/2419Huissierdejustice.html>

Inspecteur ou inspectrice d'institutions financières

L'inspecteur ou l'inspectrice d'institutions financières examine les documents financiers des établissements financiers en vue d'assurer le respect des lois et des règlements qui régissent leurs activités. En cas de désobéissance aux lois ou au code d'éthiques, cette personne prépare un dossier des irrégularités remarquées afin de corriger la situation ou d'engager des poursuites judiciaires. Elle vérifie également les documents financiers afin de découvrir les infractions ou les fraudes éventuelles.

Éducation

Aucune information disponible.

Secteurs d'emploi

Aucune information disponible.

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/l/1073Inspecteurinstitutionsfina.html>

Interprète

L'interprète exprime oralement ce qui a été dit d'une langue vers une autre langue pendant un discours, une réunion, une conférence, un débat, un dialogue devant des cours de justice et des tribunaux, etc. Cette personne peut se spécialiser dans l'interprétation juridique, parlementaire ou de conférences.

Carrières connexes

- Interprète communautaire
- Interprète de conférence
- Interprète gestuel
- Interprète judiciaire

Éducation

Un diplôme universitaire en traduction avec spécialisation en interprétation pour une combinaison de langues (au moins une des deux langues officielles du Canada) *ou* un diplôme universitaire dans une discipline connexe telle que les langues, la linguistique, la philologie et des cours de transfert linguistique et deux ans d'expérience à temps plein en traduction dans une combinaison de langues (au moins une des deux langues officielles du Canada) *ou* cinq ans d'expérience à temps plein en traduction dans une combinaison de langues (au moins une des deux langues officielles du Canada).

Autres exigences

L'approbation sur dossier ou par examen de l'association provinciale ou du *Conseil des traducteurs et interprètes du Canada (CTIC)* peut être exigé.

Les interprètes travaillant dans un contexte international doivent connaître trois langues.

L'appartenance à l'association provinciale ou territoriale des interprètes peut être exigée.

Secteurs d'emploi

- Cabinets de traduction et d'interprétation
- Écoles
- Fonction publique
- Gouvernement provincial et fédéral
- Grandes entreprises privées
- Médias d'information
- Organisations internationales
- Organismes privés
- Services de traduction
- Travail autonome
- Tribunaux

Salaire / Rémunération

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi était de 41 912 \$.
Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/5125.shtml>

« Emploi-Avenir.ca »
<http://www.jobfutures.ca/cnp/5125p1.shtml>

« Le monde du travail de A à Z »
<http://dico.monemploi.com/l/1121Interprete.html>

Interprète gestuel ou interprète gestuelle

L'interprète gestuel ou l'interprète gestuelle exprime en langue des signes ce qui a été dit par voie orale, et vice-versa, pendant un discours, une réunion, une conférence, un débat, un dialogue devant des cours de justice et des tribunaux, etc. Cette personne peut se spécialiser dans l'interprétation juridique, parlementaire ou de conférences.

Carrières connexes

- Interprète
- Interprète communautaire
- Interprète de conférence
- Interprète judiciaire

Éducation

Une formation collégiale ou un certificat d'études universitaire en interprétation de la langue des signes / interprétation gestuelle.

Un certificat ou une évaluation d'approbation d'interprétation en LSQ ou en ASL peut être exigé.

Autres exigences

Les interprètes travaillant dans un contexte international doivent connaître trois langues.
L'appartenance à l'association provinciale ou territoriale des interprètes en langue des signes peut être exigée.

Secteurs d'emploi

- Cours de justice
- Écoles
- Fonction publique
- Grandes entreprises privées
- Milieu scolaire
- Organismes privés
- Services de traduction
- Services d'interprétation
- Services gouvernementaux
- Services sociaux
- Stations de télévision
- Travail autonome
- Tribunaux

Salaire / Rémunération

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi était de 41 912 \$.
Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/5125.shtml>

« Emploi-Avenir.ca »
<http://www.jobfutures.ca/cnp/5125p1.shtml>

« Le monde du travail de A à Z »
<http://dico.monemploi.com/l/1124Interpretegestuel.html>

Juge

Le juge ou la juge, nommé par le cabinet provincial ou fédéral, entend les causes en matière civile et criminelle et rend la justice devant les tribunaux. Cette personne préside les audiences et il veille à interpréter la loi de façon impartiale. S'il y a lieu, elle doit déterminer la peine d'emprisonnement, fixer le montant des dommages et intérêts à verser aux victimes ou rendre une décision exécutoire appropriée. En tout temps, elle doit favoriser la justice et l'égalité des droits dans la société.

Carrières connexes

- Juge de la Cour d'appel provinciale
- Juge de la Cour des petites créances
- Juge de la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse
- Juge de la Cour du Banc de la Reine
- Juge de la Cour fédérale – section de première instance
- Juge de la Cour suprême du Canada
- Juge de la Cour familiale ou de la Cour unifiée de la famille
- Juge en chef

Éducation

Un baccalauréat en droit.

Autres exigences

- Une vaste expérience en tant qu'avocat ou professeur de droit.
- Une adhésion continue au Barreau est exigée.
- Une adhésion en règle à l'association professionnelle ou au Barreau dans la province d'emploi.
- Les nominations des juges sont effectuées par le cabinet provincial ou fédéral.
- Les juges nommés à un poste supérieur dans une cour ont habituellement de l'expérience en tant que juge à cette cour.

Secteurs d'emploi

Gouvernements fédéraux et provinciaux.

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen d'une personne possédant un baccalauréat en droit est de 42 640 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi était de 61 880 \$.

Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/4111.shtml>

« Emploi-Avenir.ca »
<http://www.jobfutures.ca/cnp/411p1.shtml>

« Le monde du travail de A à Z »
<http://dico.monemploi.com/J/1140Juge.html>

Juge de paix

Le juge ou la juge de paix assermente les témoins, délivre des assignations, des citations à comparaître ainsi que des mandats d'arrêt. Cette personne reçoit les affidavits, les déclarations, et les affirmations. Elle remet en liberté les accusés, sur l'ordre des juges, et leur explique leurs droits et obligations. Elle entend les preuves présentées pendant les procès pour accusations sommaires. De plus, elle célèbre des mariages civils.

Carrières connexes

- Administrateur judiciaire
- Administrateur d'un tribunal
- Administrateur d'une cour de justice
- Commissaire aux affidavits
- Commissaire aux mariages
- Constable judiciaire
- Coordonnateur de procès
- Coordonnateur des services judiciaires
- Directeur des services judiciaires

Éducation

Un baccalauréat en droit, en gestion des affaires ou en administration publique *ou* un diplôme d'études collégiales en administration publique *ou* des cours juridiques.
Un programme de formation dans le domaine judiciaire.

Autres exigences

Plusieurs années d'expérience en tant que commis des services judiciaires ou dans un autre poste au sein des services judiciaires.
Les juges de paix dans les provinces sont nommés par le lieutenant gouverneur en conseil et, dans les territoires, par des commissaires territoriaux nommés par le gouvernement fédéral.

Secteurs d'emploi

Tribunaux fédéraux et provinciaux.

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/1227.shtml>

Légiste

Le ou la légiste rédige les avant-projets de loi et le mémoire explicatif en se préoccupant de la cohérence du projet de loi. De plus, cette personne effectue l'étude, la rédaction, la mise à jour et la classification des lois pour le gouvernement.

Éducation

Aucune information disponible.

Secteurs d'emploi

Aucune information disponible.

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/L/1147Legiste.html>

Médecin légiste

Le ou médecin légiste effectue, à partir d'une ordonnance de justice, l'autopsie complète ou partielle des cadavres en vue de déterminer la cause du décès et de recueillir de l'information sur les circonstances probables du décès. Cette personne découvre tous les indices susceptibles d'éclairer les circonstances de la mort et fournit un rapport de ses constatations et de ses hypothèses. Il est aussi possible qu'elle soit appelée à témoigner lors du procès.

Éducation

Aucune information disponible.

Secteurs d'emploi

Aucune information disponible.

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/M/1247Medecinlegiste.html>

Médiateur ou médiatrice

Le médiateur ou la médiatrice agit comme intermédiaire entre deux parties en vue de régler, hors cour, des causes de divorce non litigieuses, des conflits de travail, des litiges commerciaux ou autres. Cette personne renseigne les deux parties des droits et des obligations selon les lois en vigueur. Elle expose les options possibles et leurs conséquences éventuelles en vue de faciliter l'accord des deux parties pour chaque question en litige. De plus, elle rédige les documents juridiques et officialise les ententes entre les parties.

Éducation

Aucune information disponible.

Secteurs d'emploi

Aucune information disponible.

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/M/1252Mediateur.html>

Notaire public ou notaire publique (à l'extérieur du Québec)

Le notaire public ou la notaire publique offre des conseils juridiques et rédige des documents tels que les actes de vente, les testaments, les contrats matrimoniaux. Cette personne procède aux règlements de succession et peut également représenter ses clients devant les tribunaux, dans des causes non contentieuses, et les organismes gouvernementaux. En Nouvelle-Écosse, les avocats sont des notaires nommés d'office.

Éducation

Un baccalauréat en droit *ou* un diplôme d'études collégiales en techniques juridiques ou de commis juridique.

Études de deuxième cycle sont nécessaires pour exercer cette profession.

Une formation à l'interne est requise.

Autres exigences

Être nommé à un poste après l'examen.

Attestation des qualifications par l'organisme judiciaire de réglementation ayant autorité dans la province ou le territoire.

Un permis émis par la province ou le territoire d'emploi.

Secteurs d'emploi

- Bureaux de l'aide juridique
- Cabinets d'avocats
- Commission des services juridiques
- Compagnies
- Gouvernements fédéral et provinciaux
- Grandes entreprises
- Institutions financières
- Municipalités
- Organismes sans but lucratif
- Organisations internationales
- Sociétés de fiducie
- Travail autonome

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en droit est de 42 640 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi était de 39 208 \$.

Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/4211.shtml>

« Le monde du travail de A à Z »
<http://dico.monemploi.com/N/1353Notaire.html>

« Emploi-Avenir.ca »
<http://www.jobfutures.ca/cnp/4211p1.shtml>

Officier de direction des services de police

L'officier de direction des services de police planifie, organise, dirige, contrôle et évalue l'administration de la force policière et les activités des services de police telles que le maintien du droit, la détection et la prévention du crime.

Carrières connexes

- Chef de police
- Chef de police adjoint
- Chef de police des chemins de fer
- Chef de police du port
- Commissaire de la GRC (Gendarmerie royale du Canada)
- Inspecteur du personnel d'un corps de police
- Lieutenant de police
- Surintendant de police
- Surintendant en chef

Éducation

Un diplôme d'études secondaires est exigé.

Un diplôme d'études universitaires en sciences ou en gestion des affaires peut être exigé.

Autres exigences

Plusieurs années d'expérience comme officier de police sont requises.

Secteurs d'emploi

- Administrations municipales
- Gouvernements fédéral et provinciaux

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/0641.shtml>

Opérateur ou opératrice de polygraphe

L'opérateur ou l'opératrice de polygraphe fait fonctionner un polygraphe (détecteur de mensonges), un appareil utilisé à des fins juridiques en vue d'établir la véracité des allégations d'une personne impliquée dans une cause criminelle. Cette personne est responsable d'installer les électrodes sur la personne, d'assurer le fonctionnement du matériel au cours de l'interrogatoire et d'interpréter les courbes graphiques obtenues dans le but d'évaluer si le témoignage de la personne est crédible ou non.

Éducation

Aucune information disponible.

Secteurs d'emploi

Division des enquêtes criminelles dans les services de police provinciaux ou fédéraux.

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/O/1402Operateurdepolygraphe.html>

Policier ou policière (excluant les cadres supérieurs)

Le policier ou la policière assure la protection de la population et veille au maintien de l'ordre et de la paix, à l'application des lois et règlements, à la protection du public et à la prévention du crime. Cette personne participe aussi à l'élaboration de programmes de prévention du crime, d'information publique et de sécurité. Au besoin, elle doit témoigner devant les tribunaux.

Carrières connexes

- Agent ou agente de la GRC
- Agent ou agente de police
- Agent ou agente de police dans un port
- Agent ou agente de police des chemins de fer
- Agent ou agente de police militaire
- Agent ou agente de prévention du crime
- Agent ou agente des relations communautaires
- Détective
- Patrouilleur d'autoroutes
- Policier-plongeur
- Sergent de police

Éducation

Un diplôme d'études collégiales ou un baccalauréat en droit et en techniques policières ou en sciences sociales peut être exigé.

Suivre un programme de formation de techniques policières de trois à six mois.

Autres exigences

Satisfaire les critères d'agilité, de force, de condition physique et de bonne vision. Des épreuves psychologiques et autres peuvent aussi être exigées.

N'avoir jamais été déclaré coupable d'une infraction au Code criminel.

Avoir un permis de conduire classe 4A.

Être âgé(e) d'au moins 18 ans.

Posséder une connaissance d'usage de la langue anglaise.

* Pour être détective ou sergent, il est nécessaire d'avoir de l'expérience comme agent et d'avoir réussi des cours spécialisés. Avec de l'expérience et une formation supplémentaire, il est possible de prendre du galon et devenir directeur des services de police.

Secteurs d'emploi

- Administrations municipales
- Administrations régionales, provinciales et territoriales
- Agences de sécurité
- Forces armées
- Gendarmerie royale du Canada
- Gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux
- Services de police municipaux

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un diplôme d'études collégiales en techniques policières est de 29 432 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi est de 51 105 \$.

Source : Emploi-Avenir.ca

Le salaire annuel moyen d'un policier est de 53 210 \$.

Source : Info-carrières

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »

<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/6261.shtml>

« Info-carrières »

http://www.careerccc.org/careerdirections/fra/f_ho_set.htm

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/P/1546Policier.html>

Rapporteur judiciaire

Le rapporteur judiciaire consigne et transcrit les délibérations des tribunaux, des assemblées législatives ou des comités et prépare des documents tels que des rapports dictés, de la correspondance et des statistiques.

Éducation

Un diplôme d'études collégiales ou autre programme d'études spécialisé en sténographie judiciaire est exigé.

Autres exigences

Un certificat de *Chartered Shorthand Reported* (CSR) peut être exigé.
Connaissance de la terminologie juridique.

Secteurs d'emploi

Assemblées législatives fédéral et provinciales
Cabinets d'avocats
Comités
Grandes entreprises
Travail autonome
Tribunaux judiciaires

Salaire / Rémunération

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi était de 30 618 \$.
Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/1244.shtml>

« Emploi-Avenir.ca »
<http://www.jobfutures.ca/cnp/124p1.shtml>

Secrétaire juridique

Le ou la secrétaire juridique effectue diverses tâches administratives et de secrétariat. Cette personne prépare et saisit des lettres et des documents juridiques à partir de textes manuscrits, sténographiés ou dictés. Elle révise et relie les documents et la correspondance pour vérifier s'ils sont conformes aux procédures juridiques et à l'usage grammatical. Elle fixe les rendez-vous et les dates des réunions et des conférences de l'employeur. Elle établit et tient des systèmes de classement et s'occupe de la correspondance. Au besoin, elle assiste à des audiences devant les tribunaux, à des réunions ou à des conférences afin de prendre des notes et par la suite, rédiger les procès-verbaux. En gros, cette personne apporte un soutien efficace au bon fonctionnement du bureau.

Éducation

Un programme collégial d'un ou deux ans *ou* un autre programme spécialisé en techniques de bureau ou en secrétariat juridique (assistance juridique).

Secteurs d'emploi

Administrations municipales
Bureaux d'avocats
Bureaux d'huissiers et de syndics
Bureaux de cadastre
Bureaux de l'aide juridique
Cabinet d'avocats
Gouvernements fédéral et provinciaux
Ministères de la Justice (provincial et fédéral)
Services de police
Services juridiques de grandes entreprises
Sociétés immobilières
Tribunaux fédéraux et provinciaux

Salaire / Rémunération

En mars 2004, le salaire annuel moyen pour une personne possédant une attestation de spécialisation professionnelle en secrétariat juridique est de 27 768 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »

<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/1242.shtml>

« Emploi-Avenir.ca »

<http://www.jobfutures.ca/cnp/124p1.shtml>

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/S/1839Secretairejuridique.html>

Sténographe juridique

Le ou la sténographe juridique note en abrégé ce qui est dit ou fait par les intervenants au cours des audiences des tribunaux afin de rédiger le compte rendu officiel et le déposer au greffe du tribunal.

Éducation

Aucune information disponible.

Autres exigences

Posséder une bonne orthographe.
Rédiger les textes officiels sans faute.

Secteurs d'emploi

Aucune information disponible.

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »
<http://dico.monemploi.com/S/1897Stenographejuridique.html>

Syndic ou syndique

Le syndic ou la syndique est désigné par le tribunal pour représenter l'ensemble des créanciers. Cette personne administre les biens du débiteur et procède à leur liquidation dans le but de rembourser équitablement les créanciers. Elle doit aussi enquêter, à la suite des plaintes, sur la conduite des membres soupçonnés d'avoir enfreint le code disciplinaire.

Éducation

Aucune information disponible.

Secteurs d'emploi

Aucune information disponible.

Salaire / Rémunération

Aucune information disponible.

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/S/1917Syndic.html>

Technicien juridique indépendant ou technicienne juridique indépendante

Le technicien juridique indépendant ou la technicienne juridique indépendante représente les clients à la cour des petites créances, dans d'autres cours de justice et d'autres cours judiciaires inférieures ou devant des instances administratives.

Éducation

Une formation interne dans un cabinet d'avocats ou dans une autre entreprise de services juridiques *ou* des cours parrainés par l'industrie ou un programme d'études collégiales en techniques juridiques.

Secteurs d'emploi

Administrations publiques
Cabinets d'avocats
Entreprises
Sociétés de recherche
Travail autonome

Salaire / Rémunération

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi est de 39 208 \$.
Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Emploi-Avenir.ca »
<http://www.jobfutures.ca/cnp/421p1.shtml>

Terminologie

Le ou la terminologue effectue des recherches documentaires sur le vocabulaire lié à un domaine d'activité donné, en vue de former des lexiques, des vocabulaires, des fichiers de termes techniques, de créer de nouveaux mots ou encore de donner des conseils à des personnes ayant à rédiger des textes. Cette personne fournit aussi des services de consultation aux traducteurs, interprètes et rédacteurs techniques.

Carrières connexes

Terminologie juridique

Éducation

Un baccalauréat en traduction avec spécialisation en terminologie dans une combinaison de langues qui comprend au moins une des deux langues officielles du Canada *ou* un baccalauréat dans une discipline connexe telle que les langues, la linguistique, la philologie et des cours de transfert linguistique et deux ans d'expérience à temps plein en traduction dans une combinaison de langues qui comprend au moins une des deux langues officielles du Canada *ou* cinq ans d'expérience à temps plein en traduction dans une combinaison de langues qui comprend au moins une des deux langues officielles du Canada.

L'approbation sur dossier ou par examen de l'association provinciale ou du *Conseil des traducteurs et interprètes du Canada* (CTIC) peut être exigé.

L'appartenance à l'association provinciale ou territoriale des terminologues peut être exigée.

Secteurs d'emploi

Cabinets de traduction et d'interprétation
Écoles
Établissements d'enseignement
Fonction publique
Gouvernements fédéral et provinciaux
Grandes entreprises privées
Maisons d'édition
Médias d'information
Office de la langue française
Organisations internationales
Organismes privés
Services de traduction
Travail autonome
Tribunaux

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un diplôme universitaire en linguistique est de 29 432 \$. Pour une personne possédant un diplôme universitaire en traduction, le salaire annuel moyen est de 39 936 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi était de 41 912 \$.
Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/5125.shtml>

« Emploi-Avenir.ca »
<http://www.jobfutures.ca/cnp/5125p1.shtml>

« Le monde du travail de A à Z »
<http://dico.monemploi.com/T/2195Terminologie.html>

Traducteur ou traductrice

Le traducteur ou la traductrice traduit, d'une langue vers une autre langue, des documents écrits de divers types ou des textes intégrés à des produits de communication électronique. Pour ce faire, cette personne doit analyser les textes qui lui sont soumis afin de comprendre les sujets. Au besoin, il doit effectuer des recherches terminologiques. Il doit transporter fidèlement le contenu et le style littéraire du texte et faire certaines adaptations au besoin.

Carrières connexes

Traducteur ou traductrice littéraire
Traducteur-adaptateur ou traductrice-adaptatrice
Traducteur-réviseur ou traductrice-réviseure

Éducation

Un baccalauréat avec une spécialisation en traduction dans une combinaison de langues qui comprend au moins une des deux langues officielles du Canada *ou* un baccalauréat dans une discipline connexe telle que les langues, la linguistique, la philologie et des cours de transfert linguistique et deux ans d'expérience à temps plein en traduction dans une combinaison de langues qui comprend au moins une des deux langues officielles du Canada *ou* cinq ans d'expérience à temps plein en traduction dans une combinaison de langues qui comprend au moins une des deux langues officielles du Canada.

Autres exigences

L'approbation sur dossier ou par examen de l'association provinciale ou du *Conseil des traducteurs et interprètes du Canada* (CTIC) peut être exigé.
Les traducteurs travaillant dans un contexte international doivent maîtriser trois langues.
L'appartenance à l'association provinciale ou territoriale des traducteurs peut être exigée.

Secteurs d'emploi

Cabinets de traduction et d'interprétation
Écoles
Fonction publique
Gouvernements provinciaux et fédéral
Grandes entreprises privées
Médias d'information
Organisations internationales
Organismes privés
Services de traduction
Travail autonome
Tribunaux

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un diplôme universitaire en traduction est de 39 936 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi est de 41 912 \$.
Source : Emploi-Avenir.ca

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Classification nationale des professions et guide sur les carrières »
<http://www23.hrdc-drhc.gc.ca/2001/f/groups/5125.shtml>

« Emploi-Avenir.ca »
<http://www.jobfutures.ca/cnp/5125p1.shtml>

« *Le monde du travail de A à Z* »
<http://dico.monemploi.com/T/2208Traducteur.html>

Travailleur social ou travailleuse sociale

Le travailleur social ou la travailleuse sociale intervient auprès des couples, des familles et des groupes dans le but de aider à prévenir et à résoudre des problèmes sociaux tels que la violence, la délinquance, le suicide, le placement en foyer d'accueil et l'adoption. Cette personne procède ensuite à établir des plans d'intervention appropriés et des programmes de service ou d'activités.

Éducation

Un baccalauréat en service social

Autres exigences

Suivre un stage pratique supervisé.

L'emploi des titres professionnels est réglementé dans l'ensemble des provinces et des territoires. (En Colombie-Britannique, au Manitoba, en Saskatchewan, au Québec et dans les Territoires du Nord-Ouest, il n'est pas nécessaire d'être membre d'un organisme de réglementation.

Un examen provincial ou territorial écrit et oral peut être exigé.

Être membre d'une association provinciale ou territoriale de travailleurs sociaux.

Secteurs d'emploi

Carrefour jeunesse-emploi
Centres de correction
Centres de détention
Centres d'hébergement et de soins de longue durée
Centres de réadaptation
Centres de services sociaux
Centres jeunesse
Centres hospitaliers
Centres hospitaliers universitaires
Centres régionaux de la santé et des services sociaux
Commissions scolaires
Établissements correctionnels
Organismes communautaires

Salaire / Rémunération

En janvier 2003, le salaire annuel moyen pour une personne possédant un baccalauréat en service social est de 35 568 \$.

Source : Le monde du travail de A à Z

En mars 2003, le salaire annuel moyen pour une personne occupant cet emploi est de 46 425 \$.

Source : Emploi-Avenir.ca

Le salaire annuel moyen d'un travailleur social ou d'une travailleuse sociale est de 30 860 \$.

Source : Info-carrières

Contenu tiré en grande partie des sites suivants :

« Emploi-Avenir.ca »

<http://www.jobfutures.ca/cnp/4152p1.shtml>

« Info-carrières »

http://www.careerccc.org/careerdirections/fra/f_ho_set.htm

« Le monde du travail de A à Z »

<http://dico.monemploi.com/T/2216Travailleursocial.html>